

**Libye - Sanctions - Embargo sur les
armes - Explication de vote du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**
(New York, 12 juin 2017)

Monsieur le Président,

La France salue l'adoption à l'unanimité de la résolution 2357, qui renouvelle pour un an l'autorisation mise en place par le conseil de sécurité afin de mettre en oeuvre de manière efficace l'embargo sur les armes à destination de la Libye par la voie maritime.

Je remercie notamment la plume britannique pour son travail et ses efforts.

L'embargo sur les armes en Libye est une priorité absolue pour la France. Les offensives militaires sur le terrain sont autant d'entraves au dialogue politique inter-libyen. Le respect de cet embargo par tous les États est plus que jamais nécessaire, comme le récent rapport du panel des experts de l'ONU sur la Libye nous le confirme. Les seules exemptions autorisées doivent être sollicitées par le gouvernement d'entente nationale du Premier ministre, M. Sarraj.

L'Union européenne, à travers son opération EUNAVFOR Sophia, est aujourd'hui le seul acteur à contribuer de manière active à la mise en oeuvre du dispositif mis en place par cette résolution, en haute mer aux larges des côtes libyennes. Son action n'en est que plus importante et utile. Elle a non seulement permis d'acquérir une meilleure compréhension des flux d'armes qui continuent hélas de transiter par la mer depuis et vers la Libye mais également généré un effet largement dissuasif sur ces flux. Elle a aussi abouti à de multiples approches et inspections de navires, qui ont permis la saisie effective d'armes suspectées d'alimenter des cellules terroristes de l'Est libyen. Cela n'a été possible que grâce au dispositif dérogatoire mis en place par ce conseil, qui permet à EUNAVFOR Sophia d'agir promptement et de ne pas retarder indument l'arraisonnement des navires suspects. À titre national, la France a été partie prenante à cette opération européenne, en dédiant en permanence des moyens à la mise en oeuvre de l'embargo sur les armes. Nous entendons continuer en ce sens.

Pour autant, quels que soient les résultats enregistrés, la menace que font peser les trafics d'armes vers la Libye demeure et appelle à une poursuite de la mobilisation de la communauté internationale, au nom de la sécurité de ce pays et de la région mais également, plus généralement, de la lutte contre le terrorisme à l'échelle globale. Alors que le conflit en Libye a été marqué ces dernières semaines par un nouveau cycle de violences, à un niveau inédit, il est plus que jamais indispensable d'appuyer les efforts du conseil présidentiel du Premier ministre Sarraj en faveur de la stabilisation de la Libye, et de coopérer activement avec lui dans la lutte contre les trafics d'armes. Nous n'avons eu de cesse de l'exprimer, il n'y a pas de solution

militaire en Libye et nous appelons toutes les parties à la retenue. Nous devons encourager les efforts de M. Sarraj pour rendre les institutions de l'accord de Skhirat plus inclusives et efficaces, et appuyer la construction d'une architecture nationale de sécurité unifiée sous l'autorité du pouvoir civil. Seule une solution politique durable permettra le retour de la stabilité en Libye.

Nous sommes décidés, au sein de l'Union européenne, à poursuivre l'action menée par l'opération EUNAVFOR Sophia. Le renouvellement de l'autorisation mise en place par la résolution 2292 constituait une condition importante afin de continuer à disposer de la légitimité et des moyens nécessaires pour agir efficacement. Nous nous félicitons de l'introduction dans le texte que nous venons d'adopter d'une modalité de reporting supplémentaire, à travers la transmission annuelle par le Secrétaire général d'un rapport sur la mise en oeuvre de cette résolution. Ce rapport complètera les dispositifs de notification d'ores et déjà existants au niveau du comité de sanctions et renforcera encore la lisibilité de l'action d'EUNAVFOR Sophia à l'égard ce conseil. Nous ne pouvons que nous en réjouir.

Je vous remercie./.